L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureau : 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

DIMANCHE, 27 DECEMBRE 1891.

PETITES ANNONCES.

DIVERS.

MME JACOB, 17 Baronne, Salon de coiffure et coupe de cheveux pour dames et enfants. 17nov—dim

F. LAUDUMIEY & CO., Imprimeurs, No 23 rue de l'Union entre Carondelet et St-Charles, Nouvelle-Orléans, Louisiane.

Etiquettes de Pharmaciens, imprimées et empâtées depuis 25c. le mille. 18 mars—1 an

LE prix le plus élevé payé pour des meubles d'antiques, acajou, dorés, composés, vitriers, ces meubles de réalisance. 40 rue Royale. 17 oct—[illegible]

DEMANDES.

ON demande—Au No 94 Esplanade, entre Bourbon et Dauphine, une femme de confiance capable d'un âge mur. 22 déc—

A VENDRE.

A VENDRE—Du petit magasin de Notion pour cause de maladie. Prix modéré. 108 N Rampart. 20 déc—20 25 27

CADEAUX de Noël et de l'An—Cadeaux utiles et bon marché—Bas prix—Bray—Bourbon et Dumaine. 6 déc—1 m

LIVRES français et espagnols—Journaux—Importation directe—24 Passage de la Bourse, succursale Dumaine. 12déc—1m

DIAMANTS, montres, bijoux neufs et d'occasion, très bas prix. Bray—Bourbon et Dumaine. 8 déc—1 m

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Hugh Campbell et Winifred Campbell.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 32,084 — Division B—Attendu que Henry L. Pratts a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Winifred Campbell, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Emma Pugh, Veuve Alfred Grima, exécutrice testamentaire de cette succession, ne devrait pas être approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

23 déc—23 28 jan1

Succession de Lavinia Phillips Monderson.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 35,333—Division D—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Mme Sylvester R. Wall, exécutrice de cette succession, ne devrait pas être approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

22 déc—22 27 31

Succession de William Quinlan.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 34,555—Division E—Attendu que John B. Vinet, administrateur de la succession de feu William Quinlan, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administrateur dans la succession de feu William Quinlan, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

23 déc—22 28—jan 1

Succession de William Matthews et Meeran Matthews, sa femme.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 34,513—Division B—Attendu que Mary Ann Matthews a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu William Matthews et de feu Meeran Matthews, sa femme, décédés intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier

-20 déc—20 25 29

Succession de Giovanni Nicotri.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 35,800.—Division E—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Mme Veuve Giovanni Nicotri, administratrice de cette succession, ne devrait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

22 déc—22 27 31

Succession de Charles Klie.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 34,023—Division A—Attendu que Louis H. Vinet, administrateur public, a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Charles Klie, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

23déc—22 27 31

Succession de Marcelite Charles.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 34,524—Division E—Attendu que John B. Vinet, administrateur public, a présenté une pétition à la Cour, à l'effet d'obtenir des lettres d'administrateur dans la succession de feue Marcelite Charles, décédée intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

22 déc—22 27 31

Succession de Alfred Grima.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 33,689—Division E—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Emma Pugh, Veuve Alfred Grima, exécutrice testamentaire de cette succession, ne devrait pas être approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

23 déc—23 28 jan1

Succession de Jacinthe Philippe Monderson.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 35,333—Division D—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Mme Sylvester R. Wall, exécutrice de cette succession, ne devrait pas être approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

22 déc—22 27 31

Succession de William Quinlan.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 34,555—Division E—Attendu que John B. Vinet, administrateur public, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administrateur dans la succession de feu William Quinlan, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

23 déc—22 28—jan 1

Succession de William Matthews et Meeran Matthews, sa femme.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 34,513—Division B—Attendu que Mary Ann Matthews a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu William Matthews et de feu Meeran Matthews, sa femme, décédés intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier

-20 déc—20 25 29

Succession de Giovanni Nicotri.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 35,800.—Division E—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Mme Veuve Giovanni Nicotri, administratrice de cette succession, ne devrait pas être approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

22 déc—22 27 31

Succession de Charles Klie.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 34,023—Division A—Attendu que Louis H. Vinet, administrateur public, a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Charles Klie, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

23déc—22 27 31

Succession de Marcelite Charles.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 34,524—Division E—Attendu que John B. Vinet, administrateur public, a présenté une pétition à la cour, à l'effet d'obtenir des lettres d'administrateur dans la succession de feue Marcelite Charles, décédée intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

22 déc—22 27 31

Succession d'Elizabeth Barry.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 34,401—Division C—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Mlle Marie Casey, administratrice de cette succession, ne devrait pas être approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

23déc—23 28 jan1

Succession de Marcelite Charles.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 34,524—Division E—Attendu que John B. Vinet, administrateur public, a présenté une pétition à la cour, à l'effet d'obtenir des lettres d'administrateur dans la succession de feue Marcelite Charles, décédée intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

22 déc—22 27 31

Succession d'Elizabeth Barry.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 34,401—Division C—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Mlle Marie Casey, administratrice de cette succession, ne devrait pas être approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

23déc—23 28 jan1

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—No 34,574—Division C—Monsieur le Juge: Vous considérant la pétition ci-enregistrée, le compte et tableau et les affidavits annexés, la cour étant satisfaite que le pétitionnaire délibéré s'est conformé aux formalités de la loi, que la cession des biens de pétitionnaire Frederick Magnault, soit acceptée par le bénéfice de ses créanciers qu'une citation soit convoquée et assignée devant M. Morgan Cowen, nommé le LUNDI 30me jour de janvier 1892, à onze heures A. M., dans le but de nommer un syndic, il me plaît et ordonne que toutes procédures subséquentes en la présente ou les biens de dit Magnault soient suspendues. Il est de plus ordonné que la dite réunion de créanciers ait lieu à la présente autorité et pouvoir de fixer les termes de vente de la propriété, des droits, crédits et effets de débiteur, de déterminer le prix à nommé par la dite réunion ou devra donner sommation, et en plus ordonné que Cathcart Fisher, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.

Nlle-Orléans, 24 décembre 1891.

Signé A. H. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme:

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

27 déc—31 an 30 jan

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE de la Division Paroissiale d'Orléans. No 34,453 Division E.—Joseph Barague, Jr., comme membre de l'ancienne raison sociale de J. Caire & Co., en liquidation, en vertu de l'autorité de cet instrument et cet par le présent accepte par la cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'un avis à cet effet soit publié dans les journaux de cette ville, pour trois jours consécutifs, et que Henry W. O. Hart, notaire, le Mardi 12me jour de Janvier 1892, à 11 heures A. M., dans le dit lieu convenable dans la remise de ses bien, pour son gré et volonté de ses affaires, et que ledit syndic soit de plus ordonné à donner à tous ceux qui ont des dettes ou réclamations contre la personne et les biens susdits, avis de la présente, et que Henry L. Lee, Esq., avocat, soit par le présent nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 24 décembre 1891.

Signé F. A. MONROE, Juge.

Pour copie conforme:

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

30déc—31 au 12jan

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE de la Division Paroissiale d'Orléans—No 34,442—Division E.—Chas F. Carruthers vs Mme Ormonde Carruthers—Ordre de Cour—Le Conseil des Ormonde Carruthers—Ordre de Cour—Le Conseil de Mme Ormonde Carruthers Charles F. Carruthers et son Conseil par le présent accepte par la cour au bénéfice de ses créanciers et il est ordonné qu'un avis à cet effet soit publié dans deux des dits créanciers soit convoqués et assignés devant Joseph N. Wolf Esq., avocat, en son bureau, No 6 rue Carondelet, le MARDI, 12e jour de janvier 1892, à 11 heures A. M., dans le but d'entendre la nomination d'un syndic, et il est de plus ordonné que le dit syndic soit autorisé à nommer un syndic et rester sur la demande du pétitionnaire pour une décharge et ses fonctions et pouvoirs pourraient leur être conférés, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens susdits soient suspendues et que Martin Vinchon, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.

Nouvelle-Orléans 8 décembre 1891.

(Signé) ALCEE T. VOORHIES, Juge.

Pour copie conforme:

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

30 déc—31 au 12 jan

Tirage de la Loterie de l'Etat de la Louisiane.

POUR LE 26 DECEMBRE—CLASSE No 605

Tirage de 4 heures P. M.

72	28	33	62	68	17	39	10	54	19	21	27	23	5 —

Les tirages ci-dessus, publiés dans tous les principaux journaux, se font en public et journellement dans les salons de la Compagnie.

Le démembrage sans apposons notre signature, est bien nous les autres dit acte de jouissance, et tous les ans du public, à l'Académie de Musique, à la Nouvelle-Orléans.

Reconnaître depuis vingt ans, par l'intégrité de ses tirages et le prompt paiement des lots, attestés ainsi qu'il suit:

Nous déclarons, par les présentes, que nos précédons à tous les tirages mensuels et extraordinaires de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui nous en donnent l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté, la plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous apposons le no-ms de nos signatures.

G. T. Beauregard

J. A. Early

COMMISSAIRES.

Nous soussignés Banquiers et Banquiers paie ront tous les Lots gagnés dans les Loteries de l'Etat de la Louisiane, qui seront présentés à nos comptoirs.

E. M. WALMSLEY, Pres La Nat Bank
P. LANAUX, Prest. State Nat. Bank.
A. BALDWIN, Prest. N. O. Nat. Bank
CARL KOHN, Prest. Citizen Nat. Bank

Grand Tirage Mensuel,

—A—

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE-ORLEANS.

MARDI, 12 JANVIER 1892.

GROS LOT:

$300,000

CHARITE

—DE LA—

People's Slaughter-House and Refrigerating Company.

ETAT DE LA LOUISIANE, } Paroisse d'Orléans. } Ville de la Nlle-Orléans.

QUE L'ON SACHE, que ce dixième jour d'octobre, de l'An de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt onze, et de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique la cent-quinzième, par devant moi, Joseph D. Taylor, notaire en la Paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, dûment commissionné et qualifié, et en la présence des témoins ci-après nommés et soussignés ont comparu individuellement les dix personnes dont les noms figurent ci-après, lesquelles déclarent respectivement qu'elles agissent en vertu des dispositions de l'Acte 36 de l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane pour l'année mil huit cent quatre-vingt-huit, approuvé le 29 juin 1888, relative à l'organisation de corporations fondées pour l'exécution de travaux d'utilité publique et d'améliorations locales, elles se sont associées et par ces présentes s'accordent et se lient, conjointement avec toutes autres personnes qui pourront plus tard s'associer à elles, pour organiser et constituer une corporation et corps politique en droit à l'effet d'exécuter, en vertu de leur accord et des dites conventions, les plans qu'ils se proposent, savoir:

ARTICLE I.

Le nom social de cette association et corporation sera comme ci-dessus: PEOPLE'S SLAUGHTER-HOUSE AND REFRIGERATING COMPANY; elle se perpétuera par succession pendant vingt-neuf ans à partir de la date de l'exécution des présentes; elle pourra exercer tous les droits conférés en justice et être poursuivie, en justice et être partout, et elle aura un sceau commun qu'elle pourra changer ou renouveler à son gré et volonté.

ARTICLE II.

Le domicile légal de cette corporation et le lieu où elle opérera est la ville de la Nouvelle-Orléans, Etat de la Louisiane. Les assignations et notifications légales auront lieu en la manière prescrite par la loi. Cependant, la corporation pourra nommer un agent spécial dans une autre localité pour recevoir les assignations et notifications légales, et elle pourra changer cet agent à son gré et volonté.

ARTICLE III.

L'objet pour lequel cette corporation est fondée et la nature ses affaires qu'elle doit exploiter consistent à abattre, dans la ville de la Nouvelle-Orléans, des animaux destinés à l'alimentation publique, et à établir des appareils réfrigérants pour toutes les industries, sur l'emplacement connu sous le nom de Slaughter-House, et pour l'emmagasinage, l'importation et l'exportation; à construire, acheter, employer, entretenir, posséder et exploiter tous les bâtiments, les dépendances et appareils nécessaires pour débarquer, mettre en parc, abattre et préparer pour la vente et l'usage, destinés à l'alimentation; à construire, employer, entretenir et exploiter un établissement pour la fabrication de la glace, du sang, les débris, restes, et autres fragments provenant de l'abattage; à dégager et purifier de gaz délétères, également, à acquérir, de MM. A. J. Forstall, Pierre Lanaux, John M. Westerfield et John T. Gibson les droits et privilèges à eux accordés par l'ordonnance No 5,240, Séries du Conseil, adoptée par le Conseil de Ville, le 21e jour d'avril 1891, et aussi de toutes autres personnes qui pourront plus tard avoir acquis de la Ville le 31e jour d'avril 1891 ainsi que tous droits et privilèges subséquents qui pourront être accordés par ordonnance municipale ou autrement, relativement à l'abattage et à la réfrigération, en vertu desquels ces ordonnances seront lues, les clauses et conditions susdites et autres conventions, les plans qu'ils se proposent, savoir:

ARTICLE IV.

Le fonds capital de cette corporation sera et restera fixé à trois cent mille dollars représentés par six cents actions de cinquante dollars (1850) chacune payables en espèces ou en change ou espèces payables en propriétés, droits, privilèges ou services ainsi qu'il sera pourvu ci-après. Lesdites actions seront émises au plein pouvoir de direction et de gérer ces actions plus amplement prévues pour l'acte ou ce présent ou tout autre acte pour l'acte ou ce présent ou tout autre acte, de toute nature qui, au sou ordinaire, il sera bon ou argent qui le corps politique pourra posséder; on ne pourra pas commencer à opérer ou à être rendu pour ou à cette corporation, et ces actions ainsi émises et livrées seront remboursées, ou le capital payé ainsi formé, n'aient plus sujet à un assessement quelconque. Toutes les actions du fonds capital formant disponible conformément qu'il est dit plus haut seront payées en argent, 25 pour cent sur la face de chacune d'elles et douze dollars et cinquante cents par action seront payés au moment de la souscription; le reste sera payé en argent ou en espèces à telle époque et en telles sommes que le Conseil de Direction jugera convenable par une résolution du Conseil, pourvu qu'un avis de cinquante jours au moins soit donné dans une feuille quotidienne de la ville de la Nouvelle-Orléans, ou autre, qui le Conseil de Direction désignera, et pourvu, en outre, que le montant ne fasse pas plus de deux fois des dettes alors dues ou but par le Conseil des Directeurs. Dans la région où cette corporation aura son siège une feuille quotidienne de la Nouvelle-Orléans, pendant 4 jours publiés également.

Tous les certificats d'actions seront signés par le Président ou ses suppléant, et par le Secrétaire, et porteront le sceau de la Société et seront délivrés sur présentation et remise de ses titres, sur ou après la remise de ses titres, sur ou après la remise de ses titres, sur ou après la